

Putsch d'État au Honduras : le retour des Gorilles ou la tactique du travail de sape ?

23-07-2009

Analyse sur les événements du Honduras et le dilemme qu'un putsch d'État indéfendable pose à l'oligarchie du Honduras : ou accrocher à la stratégie des « gorilles » ou utiliser la conjoncture pour saper le réformiste Zelaya, afin de reconquérir l'hégémonie absolue dans l'espace politique. De manière égale, nous posons le dilemme auquel font face les forces qui s'opposent aujourd'hui au putsch : ou on permet que la crise se résolve par le haut, au niveau institutionnel, ce qui laisse intactes les racines du problème, ou il est mis en échec au putsch par une mobilisation populaire de masse qui, non seulement blesserait à mort l'oligarchie, mais fortifierait le peuple du Honduras dans son rôle d'acteur politique de poids.

Les sabres reluisent de nouveau dans des terres latino-américaines. Les putschs d'État et les processus de déstabilisation orchestrés depuis Washington se sont succédés dans divers pays où on met en oeuvre des gouvernements réformistes qui peuvent s'avérer inconfortables pour la digestion des élites hémisphériques - le Vénézuéla 2002 ; Haïti 2004 ; La Bolivie 2008. Cette fois c'est le tour du Honduras, dont le président Manuel Zelaya a été renversé par des militaires et exilé au Costa Rica. Entretemps Zelaya avait été séquestré par les militaires, et, au Congrès on lisait une lettre écrite par Zelaya (qui est avérée fautive) dans laquelle il renonçait à sa charge comme président. En même temps, et tandis que divers parlementaires dénonçaient la conduite présidentielle mettant en danger « l'État de droit » ils accusaient de violations multiples et imaginaires de la Constitution, le destituaient de sa charge, laquelle était assumée par le président du Congrès, Robert Micheletti (qui, comme Zelaya, est membre du Parti Libéral). Le putsch est produit le jour même où devait avoir lieu une consultation des citoyens, convoquée par Zelaya, sur la nécessité de changer la Constitution, rédigée en 1982, quand le pays sortait d'une dictature militaire - soutenue par les USA - extrêmement brutale qui avait détenu le pouvoir de 1972 à 1981. En cas de réponse favorable, une Assemblée constituante devait être convoquée en novembre. Cette proposition a fait face à une opposition acharnée des secteurs réactionnaires de l'oligarchie hondurienne, qui contrôlent le Législatif, la Cour Suprême et l'Armée, et qui sont réunis sous la bannière incontestée de l'ultra-conservateur Parti National du Honduras. Ces secteurs s'opposent à la plus petite réforme qui peut produire la plus petite mise en question de sa domination absolue sur le Honduras. Le pouvoir Judiciaire, en coordination avec ses alliés du corps législatif, est empressé de déclarer le référendum inconstitutionnel ce jeudi 25 juin ; le décor pour le putsch était mis en place. Les tanks sont sortis dans les rues dimanche 28 aux premières heures en direction de la résidence de Zelaya, et par conséquent ont annulé le référendum et réglant ainsi (ou croyant régler) par la force le différend entre les pouvoirs étatiques. [1] Qu'a-t-il la stratégie « golpiste » ? Le Honduras est un pays qui, comme nous le mentionnions, n'est pas étranger à l'histoire, partagée dans notre continent, des dictatures militaires, lesquelles ont occupé toute la période des années 60 et 70. Dans les années 80 cette histoire de violence de classe et de terrorisme d'État continua sous la forme d'un régime "démocratique" sous lequel a proliféré le para-militarisme, qui a coûté la vie à des milliers de paysans et travailleurs honduriens, et qui a servi de plateforme pour le terrorisme des Contras qui a dévasté le Nicaragua. Ces opérations étaient directement dirigées par John Negroponte, ambassadeur américain au Honduras. La présence américaine est également exprimée de manière physique par l'existence d'une base militaire des USA avec au moins 500 soldats américains sur le sol hondurien. C'est de cette dynamique politique et sociale que s'est nourri un puissant système de domination comprenant une oligarchie absolument coloniale et une armée imprégnée par la propagande sur la doctrine de sécurité nationale. Zelaya est loin d'être un révolutionnaire : c'est un membre du Parti Libéral, qui est passé à une tendance réformiste, un peu plus à gauche que la majorité de son parti, et qui a mis en place certaines réformes sociales (y compris la nouvelle constitution). Ce qui inquiète le plus l'oligarchie hondurienne c'est l'entrée du Honduras dans l'ALBA, initiative d'intégration latino-américaine conduite par le Vénézuéla. Toutefois, comme nous l'avons indiqué à d'autres occasions, la "radicalité" d'un mouvement ou d'un politicien dirigeant ne peut pas être mesurée en termes absolus, mais doit être comprise dans son contexte : dans ce cas, la "radicalité" de Zelaya n'émane pas de sa propre politique, mais de l'opposition absolue de l'oligarchie à tout compromis ou à quelque changement que ce soit. Ce n'est pas que Zelaya soit vu comme un "radical" parce qu'il est socialiste, mais par le caractère complètement néanderthalien de l'oligarchie hondurienne. Ce paradoxe est ce qui a fait que la lutte pour des réformes, pourtant assez tièdes en Amérique latine, a été le fondement de luttes révolutionnaires. La stratégie putschiste, intègre ce paradoxe, pour s'opposer au réformisme dans le contexte latino-américain, qui consiste à adopter des formes de "contre-révolte" en l'absence d'un mouvement révolutionnaire et peut se résumer à ce qui suit : la nécessité de freiner tout processus de changement social, si timide soit-il. Le grand problème pour l'oligarchie est que l'époque où une dictature militaire pouvait être acceptée sans complication est révolue. Nous ne sommes plus dans les années 70 et les USA sont plus intéressés à garder des aspects démocratiques en utilisant d'autres méthodes plutôt qu'en imposant sa volonté au moyen du raccourci des coups d'État. Pour cette raison, la stratégie putschiste présente comme principal inconvénient pour cette oligarchie, qu'elle n'est pas soutenable à long terme dans le contexte du Honduras. [2] Le scénario compliqué du post-putschisme. Les forces putschistes, tout comme celles qui s'y opposent, doivent avoir leurs contradictions internes. Il est probable qu'il y ait des éléments qui en ce moment fantasment sur un retour au « gorillisme » pur et dur qui détruisit l'Amérique latine pendant les quatre décennies passées. Mais d'autres éléments doivent être bien conscients qu'il est hautement improbable que cette aventure

putschiste puisse se prolonger longtemps. Ils savent que, après la « secousse putschiste » sur la scène politique hondurienne, il est nécessaire d'avoir un plan B pour quand il faudra rétablir l'ordre constitutionnel. Pour eux le putsch serait seulement un élément dissuasif dans une stratégie plus vaste pour reprendre le contrôle absolu et l'initiative politique par usure politique de l'adversaire. Le putschisme comme un élément dissuasif a été appliqué de manière magistrale à Haïti pendant le premier gouvernement du prêtre réformiste Jean Bertrand Aristide. Après avoir été renversé en septembre 1991 par un putsch financé et soutenu par la CIA, Aristide se réfugia aux USA, où commença une longue période de négociations avec les autorités américaines (les mêmes qui étaient derrière le putsch) et, après une série de concessions, il est réinstallé au pouvoir trois années plus tard, avec l'aide de 20.000 US Marines qui occupent Haïti ce qui, à la fin, conduit à la dictature de Cedras. [3] Pendant cette période, les USA réussissent à "modérer" suffisamment Aristide pour que, au moins momentanément, il ne représente pas "une menace" : [4] il a été réduit à une position principalement de défense, essayant à tout moment d'apparaître aux yeux du gouvernement des USA comme une personne aussi raisonnable et inoffensive que possible. Ainsi, il a été enfoncé, chaque fois plus, dans un marais de concessions et d'atermoiements, laissant à son peuple l'espoir que la solution viendrait de son union et non d'une offensive venant des rues ou des montagnes". [5] Quand Aristide reviendra au pouvoir, arrive avec lui un paquet d'ajustements structurels de l'économie haïtienne qui a renforcé le modèle néo-libéral et accru la paupérisation de la société haïtienne. Il est probable que le putschisme hondurien cherche par sa stratégie légèrement semblable à l'exemple haïtien (même si c'est dans un moindre laps de temps) : gagner du temps, « calmer » Zelaya par usure (lequel n'est en aucun cas un radical) et chercher la médiation internationale pour obtenir un "accord" entre les parties qui finisse par exorciser définitivement le spectre des réformes sociales d'une certaine ampleur. Que la CIA ait été ou non derrière le putsch (et même si elle n'y a pas été directement - chose qui est probable -, elle est indirectement puisque tous les généraux putschistes sont héritiers de l'École des Amériques), [6] les USA n'ont pas aujourd'hui, par eux seuls, la capacité de jouer le rôle d'"assouplir" Zelaya. En outre, le contexte actuel latino-américain ne le permettrait pas. Un tel rôle resterait dans des mains, principalement, de l'OEA, mais aussi de la Communauté internationale étendue : l'UE et les USA. La "Communauté internationale" (y compris l'ONU) [7] s'est prononcée rapidement contre le putsch et a rejeté l'éjection de Zelaya, en lui réitérant son appui. [8] Ce rejet a été particulièrement catégorique de la part des pays latino-américains et ceux de l'ALBA. Le président vénézuélien Hugo Chávez est arrivé à dire que ses troupes étaient en alerte étant donné l'agression dont a souffert son ambassadeur au Honduras par les troupes putschistes. [9] Obama a soutenu une position ambiguë, qui peut être comprise comme une manière de tâter le terrain, dans laquelle il demande "à tous les acteurs politiques et sociaux au Honduras qu'ils respectent les normes démocratiques, l'état de droit et les principes de la Charte Démocratique Interaméricaine", [10] sans rejeter le putsch ni soutenir Zelaya. Seulement après les signaux envoyés Chávez et par le président de l'Assemblée Générale de l'ONU, Miguel Escoto, en ce qui concerne l'intervention américaine probable dans le putsch, les USA finissent par reconnaître par le biais d'un anonyme fonctionnaire du Département d'État (plus pour sauver la face qu'autre chose), que Zelaya est le seul président légitime de Honduras. [11] Il n'a sans doute pas bien compris la diatribe de Escoto : "Beaucoup se sont demandés si cette tentative de putsch faisait partie de cette nouvelle politique (des Etats-Unis vers l'Amérique Latine) puisque il est bien connu que l'Armée hondurienne a des liens historiques d'allégeance totale avec les États Unis". [12] Tout indique que l'oligarchie et l'armée ne pourront pas maintenir le putsch et qu'il leur reste seulement à voir comment ils pourront obtenir une "solution politique" qui peut, pour l'instant, prendre la forme d'un "compromis" des deux parties, mais qui lui permet de rester mobilisée pour pouvoir reprendre à nouveau sa domination absolue à moyen terme. Ce rôle politique pourrait être joué par l'OEA, laquelle, comme presque tous les gouvernements, a exprimé son rejet du putsch non dans des termes du contenu classiste qu'il incarne, mais par rapport à qu'est la défense de "l'Etat de droit". Les marques du terrain sont ainsi plantées pour les deux équipes : on n'accepte le débordement de la Constitution ni par la droite ni par la gauche, ou pour être plus précis, on rejette le débordement par la droite, précisément, pour éviter le débordement par la gauche. Ce qui est défendu est « l'Etat de droit » qui, en dernier ressort, est, concrètement, l'ordre social capitaliste. Cette croisade démocratico-bourgeoise peut être conduite de manière magistrale par l'OEA, laquelle, selon les termes du directeur de Human Rights Watch, José Miguel Vivanco, "a un rôle clef à jouer [pour] trouver rapidement une solution multilatérale à cette rupture de la démocratie en Honduras". [13] Ce rôle de retenue qui est cherché dans l'OEA, est le même que celui que l'UNASUR a joué dans la crise bolivienne de fin 2008, quand on a condamné le massacre de Pando, mais il a été souligné que la condamnation des événements est à comprendre du point de vue "de la défense de l'état de droit", en cherchant, en même temps, démobiliser le peuple. Avec cette tactique, qui cherche une solution "multilatérale" (avec le putschisme), l'oligarchie hondurienne essaiera de ouvrir un espace politique dans les canaux institutionnels porteurs du réformisme, tout en rayant de l'agenda politique toute réforme substantielle ou toute perspective de radicalisation du processus politique. A bas le putsch ! Renforcer la Mobilisation Populaire ! Libertaires, joints à tous les révolutionnaires conséquents, nous nous plaçons sans équivoque du côté des forces qui s'opposent au putsch. Nous ne pouvons pas permettre que le gorillisme relève la tête dans aucun pays de notre région, qui a déjà souffert des nombreuses dictatures : nous ne pouvons rester les bras croisés, nous déclarant « neutres » devant le spectre d'une nouvelle dictature. Nous ne cessons d'affirmer notre position de manière claire et catégorique. Le gorillisme doit être extirpé jusqu'à sa racine et nous croyons que cela ne peut pas se faire depuis en-haut, depuis les hauteurs bureaucratiques de la "Communauté internationale", comme le prétendent les secteurs de la bourgeoisie et du réformisme. Le seul qui puisse extirper les profondes racines du gorillisme putschiste est le peuple mobilisé dans les rues, dans les

campagnes, sur les lieux de travail, dans les écoles et les universités pour arrêter cette aventure militaire. Dans le scénario complexe post-putsch c'est ce peuple qui peut se transformer en acteur du renversement définitif de l'équilibre des forces dans la société hondurienne pour atteindre des changements de fond. Ce peuple qui, vainquant sa peur, a commencé à se mobiliser, en passant d'une centaine de manifestants aux abords du palais du gouvernement le matin à plusieurs mille en ce moment, et qui commence à se mobiliser massivement dans toute la capitale Tegucigalpa comme en d'autres points du pays. Bien que ce qui mobilise les manifestants soit plus que la défense de Zelaya, et avec lui, la défense d'un projet de réformes assez tiède, c'est dans la mobilisation que le peuple apprend à combattre et à construire son projet. Toute mobilisation renferme la possibilité de radicalisation des masses, surtout si nous considérons que cette protestation spontanée est un acte de défi envers une oligarchie aussi têtue, réactionnaire que criminelle. Si les masses sont radicalisées et impulsent définitivement le processus vers la gauche, l'oligarchie verra s'évanouir son plan dissuasif, pour "ramollir" le projet politique de Zelaya. L'oligarchie semble faire fi de ce facteur (le réformisme également). Et c'est ce facteur qui pèse plus en fin de compte. De la manière dont se résoudra ce conflit, dépendra le futur du changement social au Honduras : si la crise est résolue par en haut, essentiellement par les canaux institutionnels, [14] le résultat sera, sans aucun doute, le compromis et la collaboration des parties, avec comme conséquence le retour au statu quo ; si la crise, par contre, est résolue par le bas, et le putsch est essentiellement freiné par le peuple mobilisé dans les rues c'est alors la possibilité que le peuple avance vers un projet plus radical et qu'il réussisse à écraser la résistance de l'oligarchie au changement. Même si le résultat sera loin d'être la révolution sociale, il laissera posées les bases pour que le peuple entreprenne ce chemin de longue haleine et laissera un peuple qui aura gagné en expérience et en confiance dans ses propres capacités. Et c'est cette possibilité qui fait trembler à l'oligarchie. José Antonio Gutiérrez D le 28 juin 2009 (Note d'Anarkismo: à priori la traduction a été réalisée par les camarades du Groupe Nada (FA), en tout cas nous c'est là qu'on l'a trouvé...) Notes [1] Sur la polémique du référendum réviser l'article suivant <http://criticadigital.com/impresa/index.php?secc=nota&id=26666> [2] le seul pays de l'Amérique où cette stratégie a pu être soutenable sur une période considérable de temps est Haïti. Mais Haïti est un cas absolument exceptionnel dans le contexte latino-américain, un pays extrêmement dépendant, appauvri, attardé et avec une oligarchie indubitablement la plus rétrograde de tout l'hémisphère. Mais à Haïti les impérialistes ont dû encore recourir à des façades démocratiques pour soutenir le putschisme (une force dépendante de l'ONU, la MINUSTAH, et le rôle d'un président choisi "démocratiquement", Preval). Pour davantage de détails sur ce processus revoir : <http://www.anarkismo.net/article/1063> <http://www.anarkismo.net/article/2078> <http://www.anarkismo.net/article/2698> <http://www.anarkismo.net/article/4651> [3] Pour davantage de détails sur ce processus, lire, dans une perspective social-démocrate, le livre d'Alex Dupuy "Haïti in the New World Order", Westview Press, 1997, pp.140-166. On peut aussi lire, dans une perspective révolutionnaire, "The Unmaking of a President" de Kim Ives, dans "The Haïti Files" (ed. James Ridgeway), Essential Books, 1994, pp.87-103. [4] Au moins momentanément, parce qu'ensuite en 2004 Bush considère à nouveau Aristide persona non grata et il est renversé dans un nouveau coup d'État. [5] Kim Ives, op. cit., p.95 [6] en tout cas, le même gouvernement des USA a admis être entré en contact, très récemment, avec l'armée du Honduras par rapport à la "crise" <http://espanol.news.yahoo.com/s/280...> [7] http://espanol.news.yahoo.com/s/ap/...._ras_2 [8] http://espanol.news.yahoo.com/s/reu...._nes_1 [9] les ambassadeurs Cuba et du Nicaragua ont été aussi attaqués <http://espanol.news.yahoo.com/s/28062009/54/n-latam-ee-uu-encabeza-reconocimiento-zelaya.html> [10] http://espanol.news.yahoo.com/s/ap/090628/latinoamerica/amc_gen_honduras_reacciones [11] http://espanol.news.yahoo.com/s/reuters/090628/latinoamerica/latinoamerica_honduras_obama_zelaya_1 [12] <http://espanol.news.yahoo.com/s/28062009/54/n-latam-ee-uu-encabeza-reconocimiento-zelaya.html> [13] <http://espanol.news.yahoo.com/s/28062009/54/n-latam-ee-uu-encabeza-reconocimiento-zelaya.html> [14] Je dis « essentiellement », parce qu'il n'y a pas un facteur unique pour résoudre la crise : agissent des éléments institutionnels (la Communauté internationale, par exemple), ainsi que des facteurs populaires (les secteurs populaires qui sont dans la rue). Aucune tactique ne peut être exclue, toutes sont nécessaires, mais la stratégie réformiste privilégie le facteur institutionnel (terrain sur lequel l'oligarchie), tandis que la stratégie révolutionnaire doit privilégier le facteur populaire (mais la pression envers les acteurs institutionnels n'est pas exclue).